

Calvados

Orientation. Au CIO de Bayeux, on redoute la fermeture mais on ne désarme pas

LA RENAISSANCE - LE BESSIN | vendredi 25 mai 2018

545 mots



Antoine Martin, le directeur, entouré d'une partie de l'équipe du CIO de Bayeux qui, comme les quelque 500 autres de France, est menacé de fermeture d'ici à la fin du quinquennat.

L'État veut transférer les conseils d'orientation des CIO dans les établissements scolaires. À Bayeux comme un peu partout en France, l'équipe est contre ce projet de loi qui exclurait une partie, dont les plus fragiles, des personnes qui fréquentent le centre.

« **NON À LA FERMETURE DU CENTRE D'ORIENTATION ET D'INFORMATION** ». En lettres capitales, bien en évidence sur la vitrine du CIO de Bayeux, ouvert depuis 1971 et installé boulevard Clémenceau, l'équipe affiche son désaccord avec le projet de loi du gouvernement.

Celui-ci prévoit de transférer aux régions l'organisation des actions d'information sur les métiers et les formations, aujourd'hui dévolue à l'Éducation nationale. Cela conduirait à la suppression des CIO tels qu'on les connaît. Les conseillers d'orientation psychologues, eux, seraient transférés dans les lycées. Ils ne perdraient donc pas leur poste, mais ils craignent de ne plus pouvoir aider tous les publics comme ils le font aujourd'hui.

25 % du public perdu ?

« On intervient déjà évidemment dans les établissements scolaires, mais on reçoit également tous les non-scolaires au CIO », explique Antoine Martin, le directeur. « Des adultes en reconversion, des apprentis, des étudiants, des élèves du privé, des « décrocheurs », des personnes en situation de handicap... On va envoyer toutes ces personnes sur Internet, elles n'auront plus accès aux conseils et au suivi que l'on peut leur apporter ». Ici, à Bayeux, pour le territoire du Bessin, elles représentent 25 % de leurs interventions. Un quart.

Pétition, grèves, portes ouvertes

Pour ne pas laisser tomber ce public, notamment « les plus fragiles qui seront les plus impactés », l'équipe du CIO s'est rapidement mobilisée. Elle a positionné à l'entrée du centre une pétition que tout le monde peut venir signer, elle a fait grève ce mardi 22 mai dans le cadre de l'appel à la mobilisation de la fonction publique et une partie de ses membres monteront à Paris le 5 juin prochain pour protester devant le ministère de l'Éducation nationale et exiger l'abandon de ce projet de loi avant qu'il ne soit voté fin août comme annoncé.

Des cas concrets pour donner du sens

Antoine Martin et les quatre autres psychologues du centre ne se font gère d'illusions sur le potentiel retrait du projet de loi, mais pas question pour eux de subir sans agir. Ce mercredi 23 mai, ils ont d'ailleurs participé à la première journée portes ouvertes des CIO dans l'académie. «

On n'en avait jamais fait jusqu'à présent parce qu'on reçoit déjà tous les publics toute l'année. Mais étant donné les circonstances on s'est dit que c'était pertinent ».

Malheureusement, cette « **journée d'expérimentation** » comme ils l'appellent, n'aura pas eu le succès escompté. Seulement une personne s'est déplacée. Une « **déception** » pour l'équipe qui s'était pourtant investie en accrochant sur les murs des retranscriptions de cas de personnes qu'elle a pu aider. Et pour qui elle ne pourra peut-être, d'ici la fin du quinquennat d'[Emmanuel Macron](#), plus faire grand chose...

Coralie Ganivet